

INVESTISSEMENT ÉTRANGER

Vers une banque d'investissement dédiée aux PME

Une banque d'investissement dédiée aux petites et moyennes entreprises essentiellement étrangères pourrait être créée. L'Algérie devrait devenir un hub (plateforme) pour les entreprises américaines dans le domaine pharmaceutique et de l'industrie mécanique notamment.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Nous réfléchissons sur la création d'une banque d'investissement», indiquait hier à l'hôtel Hilton le ministre de l'Industrie et des Mines, en marge d'une conférence sur le partenariat algéro-américain. Une banque qui permettrait aux PME, en déficit de «visibilité» selon Abdesselam Bouchouareb, de contracter des partenariats avec des entreprises algériennes dans le respect de la règle 49/51 régissant l'investissement étranger. La création d'une telle banque a été, certes, évoquée et de manière récurrente durant la décennie écoulée, mais sans aucune concrétisation. Cela étant, une telle institution financière pourrait compléter, voire suppléer aux garanties bancaires exigées et dont disposent, certes, les investisseurs nationaux uniquement.

Or, la règle 49/51, en vigueur depuis la mi-2009 et même si elle a été déjà assouplie dans la mesure où le partenaire étranger, quoique minoritaire, bénéficie du management de projet de partenariat, constitue encore une contrainte pour les investisseurs étrangers dont ceux américains. C'est ce que le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires économiques et commerciales, Charles Hammerman Rivkin, a justement laissé entendre lors de son intervention durant la conférence.

Ainsi, l'officiel américain appellera l'Etat algérien à améliorer le climat d'affaires et l'attractivité aux investissements directs étrangers, en supprimant cette règle. Certes, Abdesselam Bouchouareb éludera l'existence d'une hostilité des Etats-Unis vis-à-vis de la règle 49/51, arguant que l'officiel américain n'a exprimé que le souci de discuter de la situation du code des investissements. Or, la règle n'a pas empêché la firme américaine General Electric de contracter deux partenariats en une année avec Sonelgaz notamment, observe le ministre de l'Industrie qui note également que l'attractivité de l'Algérie est de mise pour les opérateurs américains. Toutefois, le gouverne-

ment cherche à contourner cette règle, maintenue et «élargie au commerce de gros qui constituait une brèche béante» en termes de transferts d'argent, assurera le ministre de l'Industrie, en mettant en place une telle banque d'investissement. Ceci outre les diverses incitations et facilitations qui sont développées vis-à-vis des investisseurs étrangers, notamment américains, relèvera Abdesselam Bouchouareb lors de cette conférence, organisée sous l'égide du Conseil d'affaires algéro-américain, l'ambassade d'Algérie à Washington, la Chambre de commerce arabo-américaine et le Forum des chefs d'entreprises (FCE) et qui a coïncidé avec une mission commerciale et d'investissement conduite par une vingtaine d'entreprises américaines exerçant dans le domaine de l'énergie solaire, la gestion des déchets, la pharmaceutique...

L'occasion pour le ministre de l'Industrie d'inviter les entreprises américaines, réputées pour leur excellence technologique et pouvoir d'innovation de profiter des opportunités et atouts du marché algérien et de s'inscrire dans la stratégie actuellement à l'œuvre en matière de relance et de dévelop-



Bouchouareb ambitionne d'attirer les leaders dans un partenariat gagnant-gagnant.

pement industriels et d'insertion dans les segments à haute intensité technologique. Ainsi, les entreprises américaines sont invitées à délocaliser leurs activités vers l'Algérie, en vue de booster le réseau local de sous-traitance et développer les PME nationales.

«Notre ambition est d'attirer les leaders dans un partenariat gagnant-gagnant mais aussi offrir aux PME et à toutes les entreprises innovantes étrangères les conditions de leur épanouissement dans notre pays», dira Abdesselam Bouchouareb en ce sens. Et ce dans le contexte où l'Algérie est appelée, à terme, à devenir un hub

(plateforme) pour les entreprises américaines opérant notamment dans le domaine pharmaceutique mais aussi de l'industrie mécanique. Soit la possibilité pour l'Algérie de devenir un hub d'ici 2020-2030 dans le domaine de la formation, la recherche-développement et la production pharmaceutique et médicale, à la faveur de divers contrats de partenariat déjà conclus ou en voie de finalisation entre des entreprises américaines et des groupes publics et privés nationaux. Comme l'Algérie deviendrait un hub africain pour l'industrie mécanique notamment le machinisme agricole, la firme

américaine Massey Fergusson devant mettre en place une école de formation et développer l'exportation de produits fabriqués en Algérie (tracteurs et autres matériels aratoires). Le partenariat dans le domaine de l'énergie solaire est également en vue, la firme américaine leader First Solar lançant un projet en ce sens avec des compagnies publiques (Enie et Sonelgaz), indiquera par ailleurs le ministre de l'Industrie ainsi que le président du Conseil d'affaires algéro-américain, Smaïl Chikhoune. D'autres contrats notamment dans le domaine du tourisme (lancement d'un hôtel Marriott) et de l'agriculture (production de semences pour la pomme de terre) sont déjà entérinés ou en cours de finalisation, pour des montants de l'ordre de 100 à 500 millions de dollars.

Ce qui permettrait de consolider les investissements américains dont le volume hors hydrocarbures avoisine actuellement les 2 milliards de dollars et le volume en hydrocarbures atteint les 6 milliards de dollars.

Ce qui permettra également de suppléer à la baisse du volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et les Etats-Unis durant les dernières années, en raison de la diminution de ventes d'hydrocarbures algériens sur le marché américain.

C. B.

L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE EN ALGÉRIE :

«L'Algérie ne constitue pas un danger migratoire pour l'Espagne»

Prenant part hier à un forum organisé par le journal Ouest Tribune, l'ambassadeur d'Espagne en Algérie, M. Alejandro Polanco Mata, a évoqué la collaboration étroite entre les deux pays en matière de sécurité. Toutefois, il explique que l'Algérie n'est pas pour l'Espagne un danger migratoire.

«Il y a une collaboration qui est importante et les chiffres d'Algériens en Espagne sont constants aux alentours de 63 000 personnes qui habitent en Espagne et le chiffre de détention par immigration illégale est environ de 600 à 700 par an, il y a une collaboration étroite, et

ce n'est pas un élément actuellement déterminant pour les relations. Ce qui est déterminant ce sont les relations entre les forces de police des deux côtés opérationnelles avec des échanges d'informations. C'est ce qui est important pour la sécurité des deux pays.»

Abordant le volet visa, l'ambassadeur donnera le chiffre de 37 000 demandes déposées il y a de cela cinq à six ans et qui ont connu une évolution remarquable. «L'année passée, nous avons eu à traiter 50 000 demandes à Alger, et 56 000 à Oran. On est passé de 37 000 à 107 000. Ça veut dire qu'il y a une augmentation énorme de la demande et de l'intérêt.» Un changement qui nécessite du côté espagnol, dira l'intervenant, une adaptation des structures. Le

diplomate a fait savoir sur un autre volet, à savoir l'enseignement, tout l'intérêt que porte l'Algérie à la langue espagnole. «Nous avons actuellement près de 41 000 élèves dans l'enseignement secondaire qui étudient l'espagnol, dans le système public algérien avec 700 professeurs d'espagnol. Main dans la main avec le ministère de l'Enseignement, nous allons commencer à travailler pour la formation de ces professeurs.» Une formation qui débutera au mois d'avril prochain à l'intention de 170 professeurs d'espagnol algériens qui travaillent dans la zone d'Alger pour leur donner des techniques pédagogiques et renforcer leurs capacités en tant qu'enseignants.

Amel Bentolba

EXPLOITATION DES PLAGES

Le ministère de l'Intérieur en cours de revoir l'octroi des concessions

Le ministère de l'Intérieur va installer une commission interministérielle au courant de cette semaine pour revoir la loi n°03/02 fixant les règles générales d'utilisation et d'exploitation touristique des plages. C'est ce qu'a indiqué hier le directeur central au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Khaldi Haider.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le ministère de l'Intérieur a visiblement décidé de revenir sur la décision de l'octroi des contrats de concession pour l'exploitation des plages. «Les plages relèvent du domaine public, le citoyen doit avoir accès gratuitement, mais

nous avons constaté une grande anarchie dans l'exploitation des plages par les concessionnaires qui ne respectent pas les cahiers des charges», a indiqué M. Haider qui s'exprimait hier en marge d'une rencontre régionale des wilayas côtières du centre, en pré-

paration de la prochaine saison estivale. C'est pourquoi, dit-il, le ministère de l'Intérieur a décidé d'agir.

Après trois regroupements des wilayas côtières de l'Est, de l'Ouest et du Centre, le ministère de l'Intérieur et les différents départements ministériels concernés vont se réunir au courant de cette semaine pour installer une commission chargée de régler ce problème de concession des plages. Va-t-on annuler définitivement cette activité ? Selon M.

Haider c'est à la commission de décider. L'intervenant reconnaît, cependant, qu'il est difficile d'annuler les contrats qui ne sont pas arrivés à terme. Comment va-t-on procéder ? La commission, explique-t-il, va étudier les dossiers «au cas par cas». Selon lui, une enquête initiée par le ministère de l'Intérieur a révélé qu'en 2014, le bénéfice d'un seul exploitant pouvait aller jusqu'à 5,5 milliards de centimes par mois.

Le secrétaire général au ministère du Tourisme et de l'Artisanat,

Ahmed Kaci, de son côté, a indiqué que les plages algériennes ont accueilli 110 millions d'estivants l'année dernière au niveau de 14 wilayas côtières englobant 381 plages autorisées à la baignade. Faciliter l'accès aux plages, assurer la sécurité et l'hygiène aux estivants, la mise en place d'espaces de distraction et de loisirs, sont entre autres les quelques mesures que promet le ministère du Tourisme aux estivants pour la prochaine saison estivale.

S. A.